L'aide au développement

Claude Freud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/29540>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.29540

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 8 septembre 2011

Pagination : 649-657

ISBN : 978-2-7132-2298-6

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Claude Freud, « L'aide au développement », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 202-203 | 2011, mis en ligne le 13 février 2020, consulté le 24 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/29540> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.29540>

Ce document a été généré automatiquement le 24 juin 2020.

© Cahiers d'Études africaines

L'aide au développement

Claude Freud

- 1 La première décennie du XXI^e siècle a vu le débat sur la responsabilité de l'inefficacité de l'aide changer de perspective. De la critique des politiques et des projets mis en place par les donateurs, on est passé à une critique de la mauvaise gouvernance et de la corruption des États aidés. L'ouvrage publié par Dembisa Moyo¹, *L'aide fatale*, revient sur l'idée que l'aide a fait ses preuves et qu'elle peut remédier à la pauvreté généralisée, mettant en doute les évaluations à court terme qui créent une impression erronée de succès de l'aide. Aussi n'est-il pas étonnant que le constat que propose l'auteure ait suscité une réponse offensée des responsables de l'aide au développement en France, dans deux ouvrages — *Notre maison brûle au Sud*, de S. Michailof et A. Bonnel et *L'Aide au développement*, de J.-M. Severino et J.-M. Debrat² —, a peu près dans les mêmes termes et utilisant les mêmes arguments, ce qui se comprend puisque les auteurs ont travaillé une quinzaine d'années ensemble à la Banque Mondiale et à l'Agence française de développement (AFD). Ils reprennent pas à pas l'argumentation de cette dernière pour la récuser.
- 2 Dembisa Moyo conclut son réquisitoire, et c'est ce qui fait l'objet du scandale, par la proposition de supprimer l'aide, car la seule justification qu'elle trouve à l'aide est qu'elle est le gagne-pain des donateurs, les emplois d'organismes d'aide publique et ONG représentant 500 000 emplois, et donc que ces organismes se trouvent dans une véritable contrainte de prêter. De surcroît, ils craignent que s'ils cessaient de les alimenter en argent, les pays pauvres ne soient pas en mesure de rembourser leurs dettes, ce qui compromettrait la situation financière des donateurs.
- 3 Dembisa Moyo analyse les phases successives de l'aide en Afrique, depuis les Indépendances dans les années 1960, pour montrer ses échecs continus. En partant du rappel que l'aide internationale apparaissait comme le seul moyen de provoquer les investissements qui ouvriraient le chemin vers une croissance économique — le succès du plan Marshall ayant largement répandu l'idée que l'investissement en capital productif jouait un rôle décisif pour la croissance économique —, elle décrit la décennie 1960 comme celle qui s'est concentrée sur des projets industriels de grande ampleur. Elle en tire un bilan maigre et conclut que la stratégie d'une aide en vue de la

croissance a échoué dans sa mission. La décennie 1970 a vu une nouvelle stratégie basée sur la lutte contre la pauvreté qui, elle aussi, échoua, car basée sur des prêts, dont les taux d'intérêts se sont envolés suite à la crise pétrolière de 1979 et ont abouti à la crise de la dette. La décennie 1980 est brossée comme étant sans développement ; la période a été consacrée au problème de restructuration de la dette. Les programmes d'ajustement structurel mis en place sous la houlette du FMI et de la Banque Mondiale devaient obliger les gouvernements à minimiser le rôle de l'État, privatiser les industries, libéraliser le commerce, réduire le nombre de fonctionnaires, dévaluer les monnaies. Toutes ces mesures ont fait l'objet de ce qu'on a appelé le consensus de Washington.

- 4 L'auteure note que la décennie 1990 a vu l'échec des politiques d'ajustement, après l'échec précédent des politiques de développement, les pays donateurs rejetant le blâme sur les dirigeants de ces pays et s'accordant sur le fait que la bonne gouvernance indispensable pour une croissance continue faisait défaut dans les États africains. La gouvernance jumelée à la lutte contre la corruption est alors devenue aujourd'hui le pivot de l'assistance au développement. À côté de la gouvernance, une autre obsession a fait son apparition : établir la démocratie. Comme, à la différence d'autres zones en voie de développement, l'Afrique n'assistait pas à une croissance des apports de capitaux privés, tandis que déclinait l'aide après la chute du mur de Berlin, se fit alors sentir la nécessité d'annuler le poids de la dette, ce qui a été effectif dans la décennie suivante.
- 5 La décennie 2000 a été l'ère de l'intervention des *pop stars*, des acteurs de cinéma auprès des États donateurs pour relancer l'aide, alors que les dirigeants africains ne se sont pas exprimés sur les mesures à prendre pour sortir du sous-développement.
- 6 Dembisa Moyo se contente ensuite de reprendre le discours des libéraux qui, à l'instar du président du Sénégal Wade, décrètent que l'Afrique s'est trompée de route après l'Indépendance, en privilégiant l'action de l'État, et que les pays ayant réussi à se développer en Europe, en Amérique et en Asie ont tous cru au marché.
- 7 Si elle note, avec raison, les échecs successifs de l'aide, on peut regretter qu'elle n'analyse pas les causes de ces échecs. Sa démarche s'accompagne d'une reconstitution de l'histoire de l'aide sous un angle idéologique, à savoir que puisque ces États avaient choisi une voie socialiste de développement, ils avaient automatiquement choisi l'industrialisation, comme les pays socialistes de l'Europe de l'Est, ce qui en fait n'a pas été particulièrement le cas au départ, car les bases de l'industrialisation (ports, routes, électricité) étant embryonnaires, il y eut peu d'industrialisation. En fait, l'aide internationale est intervenue plutôt dans la mise sur pied d'une administration nationale et massivement dans l'éducation. Et, s'il est exact qu'au cours de cette période, les gouvernements nationaux ont été les arbitres en matière d'allocation de ressources et qu'une large part de l'industrie a été nationalisée, cette situation provenait du désinvestissement massif du capital privé après les Indépendances.
- 8 La décennie 1970 aurait été, selon elle, la décennie de la lutte contre la pauvreté, ce qui, à vrai dire, n'était pas encore l'expression employée, ce fut le temps de l'aide alimentaire et des projets de développement rural intégrés : aux projets de développement des cultures industrielles de la période précédente étaient rattachés des volets d'agriculture vivrière, de santé et d'éducation en milieu rural, pour combattre les effets de la sécheresse que commençait à connaître l'Afrique sahélienne et sub-sahélienne — sécheresse succédant à une période humide entre les années 1945 et 1972. Les organismes de prêts, Banque Mondiale et Caisse centrale de coopération

française (aujourd'hui AFD), qui ne trouvaient pas de projets industriels à financer, se sont engouffrés dans ce créneau. La conséquence en a été que l'aide est passée majoritairement de la forme de subvention à la forme de prêts. C'était l'époque de l'endettement facile, alimenté par l'argent abondant, en provenance des pays du Golfe, suite aux chocs pétroliers de 1973 et 1978.

- 9 La description de l'évolution des objectifs de l'aide pendant cette période des Indépendances à nos jours ne diverge pas tant de celle des experts de l'AFD, mais ces derniers en tirent un résultat différent. Selon eux, il est difficile de juger de l'efficacité de l'aide, car en fonction des événements et des époques, les priorités de l'aide au développement ont évolué ainsi que la notion de développement. Ils font référence au modèle de développement choisi après la Seconde Guerre mondiale décrit par W. Rostow³. Celui-ci a été présenté comme une alternative au communisme, fondé sur l'économie de marché et l'aide occidentale pour assurer le développement économique ; l'ambition était d'amener tous les pays à la société de consommation. Le moteur du développement était l'investissement, qui devait être massif, comme l'a été le plan Marshall. L'accumulation primitive, source de l'investissement, devait être assurée par l'aide, à la différence des pays communistes où elle est supportée par les privations de la population (comme elle a pu l'être au XIXe siècle pour les pays pionniers de la révolution industrielle).
- 10 Cette explication du modèle choisi n'est pas assortie du bilan de cette période et de la raison pour laquelle l'AFD en particulier a financé si peu de projets industriels. De là, nos experts passent à la fin des années 1970, pour expliquer que, suite aux deux chocs pétroliers — celui de 1973, qui a multiplié la facture pétrolière par quatre, et celui de 1979 qui a vu l'effondrement des prix des matières premières exportées —, ces États ont connu des crises budgétaires qui les ont obligés à emprunter à l'extérieur ; les pays riches ne voulant plus payer pour les pays pauvres. La hausse des taux d'intérêt (18 %) combinée à la baisse des recettes d'exportation a fait que toute l'aide a été consacrée au refinancement de la dette et a provoqué l'arrêt des investissements. D'où la nécessité de recourir à un nouveau modèle de développement se trouvant être l'antithèse du modèle keynésien qui était de règle jusqu'alors. L'aide était dorénavant attribuée à condition de réformer les politiques économiques, selon la doctrine édictée par le consensus de Washington ; les réformes préconisées visant à libéraliser les prix et à déréguler l'économie, le tout accompagné d'une dévaluation de la monnaie, de la privatisation des entreprises publiques et de l'assouplissement des droits sociaux.
- 11 Dembisa Moyo, revenant sur les présupposés de l'aide au développement, explique que, si le plan Marshall a aussi bien réussi en Europe, c'est parce que celle-ci disposait de structures politique, économique et matérielle, ce qui n'était pas le cas en Afrique. Construire et non reconstruire des institutions politiques et sociales réclame bien plus que de l'argent.
- 12 Elle reproche à l'aide de conduire les gouvernements africains à considérer l'aide comme une source de revenus permanente et sûre, d'où le manque d'incitation à établir des plans financiers à long terme et à chercher d'autres moyens de financer le développement. Un autre reproche est que l'aide a financé la consommation plutôt que l'investissement. La disponibilité accrue de l'argent de l'aide développant la demande interne, conduit à l'inflation et rend moins compétitives les industries à l'exportation. Le fait que l'aide réduise la compétitivité, et par suite la capacité du secteur commercial à générer des gains en devises, rend les pays encore plus dépendants de l'aide. Dans un

monde dépendant de l'aide, les gouvernements des pays pauvres perdent ainsi de vue le besoin de s'assurer des ressources fiscales stables. Par ailleurs, comme le souligne l'auteure, l'aide est l'un des supports majeurs de la corruption. L'aide étrangère maintient au pouvoir des gouvernements corrompus, en leur fournissant de l'argent dont ils peuvent user à leur guise. Les choses n'iraient peut-être pas si mal si les dirigeants africains, comme certains de leurs collègues asiatiques, réinvestissaient sur place l'argent volé au lieu de le placer dans des comptes à l'étranger. L'aide étrangère non seulement ne renforce pas le capital social, mais elle l'affaiblit. En contrariant les mécanismes de la responsabilité et en encourageant la recherche de la rente, elle détourne les quelques rares talents du marché du travail. Le résultat net de la dépendance est qu'au lieu d'avoir une Afrique administrée par les Africains pour les Africains, ce sont des étrangers qui organisent son destin et décident en dernier ressort. L'auteure conclut que, pour la plupart des pays, l'aide a été une plongée dans la pauvreté, et qu'elle ne fait pas partie de la solution.

- 13 L'idée généralement émise est que seul un environnement démocratique serait en mesure de faire démarrer la croissance économique, avec raison Dembisa Moyo fait remarquer qu'au contraire la démocratie peut être un obstacle au développement, à cause de la rivalité des partis et des divergences d'intérêt. On a finalement de nombreux exemples de pays non démocratiques ayant réussi à se développer et à l'opposé, c'est le développement économique qui crée les conditions d'un retour à la démocratie.
- 14 Pour les dirigeants de l'AFD, s'ils reconnaissent que l'ajustement préconisé par les donateurs a été une catastrophe au point de vue social et n'a en rien relancé la croissance, ils en imputent la responsabilité à un refus des dirigeants de procéder à des réformes structurelles. À aucun moment, ils ne remettent en question l'efficacité de l'aide. Cette aide a pourtant fait l'objet de nombreuses évaluations dans la période 1980-1990 qui remettaient en question l'aide-projet et, dès 1984, l'ajustement structurel avait été dénoncé. Pour eux, si l'aide n'a pas été efficace c'est que le modèle de développement dirigiste des années 1945-1980 n'était pas le bon. Aussi, ne s'intéressent-ils qu'à justifier l'aide publique à partir des années 1990, lorsque le nouveau modèle de développement, le modèle libéral, a triomphé.
- 15 Toutefois, ce modèle ayant très rapidement fait l'objet de critiques des ONG, estimant que les politiques d'ajustement structurel prônées par le nouveau modèle de développement avaient entraîné un accroissement de la pauvreté, le discours, pour tenir compte de l'opinion de la société civile, a dû changer et la lutte pour le développement a été convertie en lutte contre la pauvreté. La réalisation des objectifs sociaux devint alors l'indicateur du concept de développement. Il vise à la satisfaction des besoins essentiels en matière de santé et d'éducation, dans le cadre d'un développement durable soucieux de l'environnement et dans un climat de démocratie. Ce mouvement d'opinion s'est traduit, de la part des donateurs, par la déclaration du Millénaire en septembre 2000⁴.
- 16 Les objectifs du millénaire donnent la priorité au social sur l'économie, le but à atteindre est de réduire de moitié la part de la population qui vit avec moins de un dollar par jour, d'assurer l'éducation primaire pour tous en 2015, de réduire la mortalité infantile des deux tiers et celle des mères des trois quarts, de combattre le sida et le paludisme et d'assurer un environnement durable en réduisant de moitié le nombre de ceux qui n'ont pas accès à l'eau potable et d'améliorer la vie de cent millions

de personnes vivant dans des taudis. Ces objectifs généreux se sont révélés irréalistes, surtout en si peu de temps. Les seuls ayant pu les atteindre ont été les Chinois, mais eux n'ont pas eu besoin de l'aide des donateurs.

- 17 À vouloir opposer développement social et développement économique, modèle libéral et modèle dirigiste, les auteurs ne peuvent échapper à des démonstrations illogiques, comme des contradictions entre le discours libéral prôné par les auteurs et les analyses qu'ils font sur le développement. Ils ont, jusque-là, critiqué le modèle de développement antérieur basé sur la croissance, mais reconnaissent désormais que la croissance économique est la principale source d'éradication progressive de la grande pauvreté. Ils ont critiqué la planification, mais proposent dorénavant que l'aide-projet classique puisse disparaître pour laisser la place à des aides-programmes financées par des aides budgétaires dont le principal intérêt est d'obliger bailleurs et gouvernements à conduire un exercice de planification.
- 18 Ceux qui critiquaient l'approche de Prebisch et Myrdal, avocats de la mise en œuvre, à l'échelon international, des principes de redistribution qui sont au cœur de la notion de *welfare state*, reconnaissent qu'il est éthiquement difficile de contester le bien-fondé d'une démarche intellectuelle qui se fixe des objectifs sociaux minimum sur le plan mondial et qui correspond à une extension du concept de *welfare state*, impliquant une redistribution des revenus au niveau international.
- 19 Si les auteurs s'inquiètent de l'instabilité des recettes d'exportation lorsqu'elle touche le remboursement de la dette, ils nient, en revanche, cette réalité quand il est envisagé que le développement puisse être basé sur les recettes stabilisées des matières premières.
- 20 Enfin, le principal argument justifiant les conditionnalités des prêts d'ajustement structurel est battu en brèche, quand ils reconnaissent eux-mêmes que, contrairement à une opinion courante, la prédation, la mauvaise gouvernance et la corruption organisée ne sont pas incompatibles avec la croissance économique (exemple, la Chine). La croissance constitue un baume qui assure des emplois et une amélioration générale des conditions de vie. Mauvaise gouvernance et corruption généralisée ne sont pas non plus incompatibles avec une stabilité politique, si les dirigeants procèdent à une redistribution attentive d'une fraction des rentes pour acheter la paix sociale, c'est ce que faisait si bien Houphouët-Boigny en Côte-d'Ivoire, dans les années 1960-1980.
- 21 Puisque le régime de l'aide en place depuis 1960 a démontré qu'il est incapable de générer la croissance et d'alléger la pauvreté, il faut trouver d'autres solutions. Dembisa Moyo avance alors des propositions alternatives qui, il faut le dire, ne sont guère novatrices. Si elle pressent que le problème de fonds est celui de la concurrence déloyale des pays développés, « les subventions versées aux paysans américains et européens faisant perdre 500 milliards de dollars aux pays africains, si l'Occident voulait aider l'Afrique il devrait recourir au commerce, mais un commerce équitable, et non à l'aide », et qu'un autre problème majeur est celui du rôle de l'État « nulle part ailleurs le rôle du gouvernement n'est aussi crucial, en tant que stratège, coordinateur et même comme financier, que dans les pays en voie de développement, car dans les premières étapes du développement le secteur privé à l'état naissant n'a pas l'ampleur voulue pour assumer un rôle central de moteur dans le développement », elle ne fait que reprendre les recettes éculées de la Banque Mondiale et du FMI, qui n'ont en rien permis à ces pays de sortir du sous-développement.

- 22 Puisque la dette sur les marchés émergents a rapporté 12 %, donc plus que sur les marchés des pays développés, la solution préconisée par l'auteure est de s'endetter. Seulement, Dembisa Moyo oublie que les pays africains, en dehors de l'Afrique du Sud, ne sont pas des pays émergents. Rappelons-nous la saga des années 1975-1980, qui a conduit à une dette que ces pays ne pouvaient rembourser et la sanction qui a été l'ajustement structurel. L'Afrique serait aussi le continent de cocagne pour l'investissement car le coût du travail y est bas. Ceci est contestable, si l'on compare les salaires à la productivité, et si l'on tient compte du fait que les salaires de l'encadrement en Afrique sont alignés sur les salaires européens.
- 23 Une autre piste mise en avant est la coopération avec la Chine, à laquelle l'opinion locale est favorable, qui la préfère à l'aide occidentale. Le troc d'infrastructures contre des ressources en énergie serait parfaitement accepté par les Chinois et les Africains ; l'aide chinoise en matière d'infrastructures devrait ainsi permettre d'abaisser les coûts des services et de rendre l'industrie manufacturière plus compétitive. On peut comprendre la déception des États africains qui ont eu le sentiment, à juste titre, de se faire piller par les États européens et par l'Amérique, et qui espèrent autre chose de la Chine, mais il ne faut pas se faire d'illusions, les Chinois cherchent tout autant à tirer profit de l'argent qu'ils investissent.
- 24 Une autre idée à la mode est de prendre en modèle la Grameen Bank pour drainer l'épargne, celle-ci jouant un rôle énorme dans la croissance d'un pays et son développement financier. C'est oublier que si c'est bon pour le crédit à la consommation, ce ne l'est pas pour l'investissement, les taux étant trop élevés.
- 25 Dembisa Moyo estime que c'est aujourd'hui l'heure de l'Afrique car, dans les cinq dernières années, les annonces économiques et politiques ont été bonnes. Au cours de trois de ces cinq années, les marchés de valeurs africains se sont classés parmi les plus rentables pour investir. Cela serait dû au fait que les pays africains ont tiré un bénéfice certain des politiques de marché instituées à la fin des années 1980 et aux efforts obtenus en matière de gouvernance. Beaucoup de pays africains afficheraient des taux de croissance de 5 % environ, grâce à la hausse du prix des matières premières qui a relancé les exportations et accru le revenu issu de celles-ci. L'explication n'est pas convaincante, car une hausse du prix des matières premières n'a d'effet qu'avec un décalage de plusieurs années, le temps de la mise en exploitation de plantations. Il n'y a pas forcément de corrélation entre la hausse des prix et l'accroissement de la production, on a vu ainsi que, dans la période précédente, la production de cacao avait doublé en Côte-d'Ivoire, passant de 600 000 tonnes à 1 200 000 tonnes, alors que les prix des matières premières baissaient. Par ailleurs, les services statistiques en Afrique étant en faillite, on peut s'interroger sur la fiabilité des taux de croissance avancés.
- 26 L'auteure, sachant que l'opinion publique dans les pays donateurs demande une amputation de l'aide, propose une réduction graduelle de l'aide sur une période de cinq à dix ans. Elle donne en exemple le Botswana, un pays qui, s'il a commencé avec un pourcentage important d'aide, a usé de cette aide pour se procurer des biens publics, permettant une bonne politique et une bonne gouvernance, offrant une bonne assise pour une croissance robuste. Avec le temps, le pourcentage de l'aide s'est réduit. Mais, prenons garde aux exemples ! La Côte-d'Ivoire a été érigée en exemple dans les années 1960, puis en contre-exemple dans les années 1980 ; l'Île Maurice, puis le Zimbabwe, l'Ouganda et enfin le Ghana ont été érigés en exemples pendant un temps, puis ont disparu de la liste des États exemplaires. Il est certain que, lorsque ces pays ont été

massivement aidés, on a pu constater leur croissance, puis une baisse spectaculaire de celle-ci lors du retrait de l'aide. Dans le cas particulier du Botswana, il est probable qu'il ait suivi une politique de bonne gouvernance, mais il a surtout des atouts (diamants, uranium) qui sont la base de son développement.

- 27 Ce que nous retiendrons de la démonstration de l'auteure, c'est que l'aide a souvent été contre-productive, empêchant les forces vives de la nation de se déployer. Pour que l'aide soit productive, il faut qu'il y ait un projet de développement de source endogène, l'aide venant alors l'appuyer et non se substituer à lui. Nous estimons que c'est une erreur de penser à un modèle unique de développement, à l'image de ce qui s'est passé aux États-Unis : la démocratisation et la décentralisation, alors que chaque nation a son propre génie et sa propre histoire. Il ne faut pas non plus confondre gouvernance et *management*. Ces pays connaissent une gouvernance d'État qui leur est propre et n'est pas forcément sur notre modèle ; en revanche, ils manquent d'une force de *management* dans les entreprises qui est le propre des sociétés industrialisées, et c'est là que nous attendrions des propositions de la part de l'auteure.
- 28 J.-M. Debrat et S. Michailof, partisans de la même vision libérale que celle de Dembisa Moyo, invitent les États africains à imiter les modèles économiques qui ont eu du succès, modèles fondés sur l'exportation de produits manufacturés avec l'intégration au marché mondial, à savoir le modèle asiatique, et à mettre en œuvre des politiques d'ajustement structurel pour redresser la situation mise à mal par les mauvaises politiques passées. Ils appellent les dirigeants de ces pays à ne pas écouter les sirènes des néo-marxistes ni les altermondialistes critiquant le mondialisme, car le modèle auquel ils se réfèrent a échoué.
- 29 L'expérience montre, selon eux, que le secteur privé a été plus efficace que le secteur public dans la gestion de services de base. À cela, on pourrait répliquer que le privé n'investit pas dans les services publics, il se contente de les racheter pour un franc symbolique et que, par ailleurs, s'il est vrai qu'il les gère mieux, on pourrait tout aussi bien les garder dans le giron de l'État et en confier la gestion à des sociétés de gestion, les bénéfices resteraient à l'État et non au capital étranger. Les auteurs reconnaissent eux-mêmes que l'inconvénient de la solution qu'ils préconisent est que le capitaliste étranger se désintéresse des plus pauvres, et proposent alors que l'aide publique prenne en charge ces derniers. C'est oublier que si l'entreprise restait publique, il pourrait y avoir péréquation entre les mieux nantis et les plus pauvres, entre ceux qui sont plus proches et ceux qui sont plus éloignés des centres de production et de distribution ; l'entreprise n'ayant pas à rechercher le profit maximum. Ils proposent que l'APD soit aussi utilisée pour prendre à son compte les risques que ne peuvent assumer les investisseurs privés. Cette dernière proposition ne tient pas compte du fait que les capitalistes justifient leur profit parce qu'ils prennent des risques.
- 30 Les auteurs plaident pour une aide publique au développement renouvelée, dont la légitimité est de réguler le phénomène de la mondialisation par des interventions destinées à éviter que la croissance très rapide des pays émergents ne mette en péril nos équilibres écologiques. Ils considèrent qu'il y va de l'intérêt du Nord que la frustration des exclus du développement ne provoquent des crises qui le menacent et si, jusqu'ici, la diplomatie, le commerce international, les interventions militaires, l'aide humanitaire ont réussi à régler le problème, il est prévisible que la diplomatie et l'aide militaire perdront de leur efficacité. Dans ces conditions, ils proposent qu'une aide publique au développement renouvelée puisse permettre de gérer le problème.

- 31 L'aide publique au développement devrait avoir quatre grands objectifs : stimuler la croissance économique des pays à la traîne et faciliter le rattrapage des pays du Nord par le Sud ; lutter contre la pauvreté et atténuer les déséquilibres économiques ; faciliter le renforcement des États fragiles et la stabilisation des États sortant de conflits ; faciliter aux niveaux local, régional et mondial la gestion des biens publics mondiaux. Les deux premiers objectifs n'apportent rien de neuf, ils ont toujours été le socle de l'aide au développement. Le troisième objectif ne fait que reprendre la politique passée de l'aide comme rempart contre le communisme en remplaçant communisme par terrorisme international. Vouloir que les actions de prévention des conflits dépendent désormais des missions habituelles de l'APD, relève de la confusion des genres, les bailleurs de fonds n'ayant pas pour mission d'assurer la paix dans le monde, c'est le rôle de l'ONU. Quant au quatrième objectif, il n'a plus rien à voir avec l'aide au développement, mais concerne nos propres problèmes de pollution.
- 32 Aussi, les auteurs ne remettent-ils pas en cause le principe de l'aide, ne serait-ce que parce que ce serait remettre en question l'organisme qu'ils dirigent, qui vit de la gestion de cette aide. Traçant le même sillon, ils justifient alors l'aide publique en exposant qu'elle peut constituer, une fois renouvelée, un instrument de réponse aux crises qui ne manqueront pas de se produire au Sud et qu'elle permettra ainsi d'éviter que le Nord n'en subisse les conséquences. D'où le titre de l'ouvrage de Michailof : *Notre maison brûle au Sud !*
-

NOTES

1. Dembisa MOYO, *L'aide fatale. Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*, Paris, J.-C. Lattes, 2009, 250 p.
2. Serge MICHAÏLOF et Alexis BONNEL, *Notre maison brûle au sud : Que peut faire l'aide au développement ?*, Paris, Fayard (« Commentaire »), 2010, 366 p. ; Jean- Michel SEVERINO et Jean-Michel DEBRAT, *L'Aide au développement*, Paris, Le Cavalier bleu Éditions, 2010, 128 p.
3. W. W. ROSTOW, *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Éditions du Seuil, 1960, 201 p.
4. Résolution adoptée par l'Assemblée générale, 8e séance plénière du 8 septembre 2000.

AUTEUR

CLAUDE FREUD

Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD),
Montpellier.